L’élargissement de l’OTAN vu de Russie

Description

Le 12 mars dernier, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont ratifié leur adhésion à l’OTAN. Cette extension à l’Est, faisant de l’OTAN la garante de la sécurité en Europe, est mal acceptée par la Russie, qui la ressent comme l’avancée d’une menace potentielle.

Loin d’envisager une réduction du rôle de l’Alliance Atlantique et de son organisation militaire, les Etats Unis cherchent à l’accroître. La politique américaine tend à consolider et à étendre son champ d’action en Europe en affirmant son leadership par une extension des zones où l’OTAN peut avoir les moyens d’agir et par une intégration renforcée de ses structures militaires.

Les risques d’une paix froide

Pour les dirigeants russes, l’OTAN reste une réalité hostile. La Russie n’est pas susceptible d’être attaquée, mais elle fait preuve de méfiance et préfère tenir la puissante organisation à distance. D’autant qu’il a fallu attendre mai 1997 pour que l’OTAN déclare officiellement que la Russie cessait d’être un adversaire.

Au moment de la réunification allemande, la Russie a annoncé son opposition au projet d’élargissement de l’OTAN vers l’Est. Elle redoutait alors qu’en dépit de l’effondrement du bloc communiste et de la disparition du Pacte de Varsovie, les besoins de sécurité de l’Europe Occidentale restent inchangés. Cette crainte a été confirmée par la survivance de l’Alliance Atlantique. Par son existence même, l’OTAN semble toujours considérer la Russie comme l’ultime vestige de la menace soviétique. Son extension suscite méfiance et rancœur chez les dirigeants russes, qui n’hésitent pas à qualifier leur relation avec l’OTAN de “paix froide”.

Boris Eltsine a particulièrement insisté sur les risques occasionnés par cette nouvelle donne: “Notre attitude vis-à-vis des plans d’élargissement de l’OTAN, et notamment de la possibilité que les infrastructures progressent vers l’Est, demeure et demeurera invariablement négative. Les arguments du type: l’élargissement n’est dirigé contre aucun Etat et constitue un pas vers la création d’une Europe unifiée, ne résistent pas à la critique. Il s’agit d’une décision dont les conséquences détermineront la configuration européenne pour les années à venir. Elle peut conduire à un glissement vers la détérioration de la confiance entre la Russie et les pays occidentaux” [1].

“L’étranger proche” : une zone d’intérêt vital à sauvegarder

Les Russes sont conscients que leur seule opposition à l’élargissement de l’organisation ne suffit pas à en limiter le projet. Une ligne de résistance maximale autour de leur territoire est tracée: la zone de “l’étranger proche”.

Elle correspond à l’ancienne sphère soviétique et concentre encore les préoccupations du gouvernement russe et d’une majorité de la population. Malgré l’accès à l’indépendance des anciennes Républiques Soviétiques, leurs intérêts avec la Russie s’entremêlent toujours. Pour les Russes, “l’étranger proche” se situe dans une zone intermédiaire, une zone d’intérêt vital.

Il leur paraît inconcevable que certains Etats situés entre la mer Baltique et la mer Noire subissent l’influence de l’ancien ennemi et adhèrent à leur tour à l’OTAN. La Russie a donc pris la décision de contrer toute velléité de son “étranger proche” de passer sous la protection militaire de l’Alliance Atlantique.

Dans cette optique, le règlement du différend avec l'Ukraine concernant la flotte de la mer Noire, en mai 1997, a bien révélé la volonté russe de modérer le désir des autorités ukrainiennes de rejoindre l'OTAN [2]. Cette même volonté s'était déjà exprimée lors de la nomination, en mars 1992, d'un vice-Ministre des Affaires Etrangères chargé spécialement des relations avec "l'étranger proche". Par la suite, dans ce même contexte diplomatique, la doctrine militaire de 1993 avait qualifié toute extension des alliances au détriment des intérêts de la Russie, de danger militaire extérieur.

Le problème posé par la Lituanie semble plus épineux. Le 4 janvier 1994, ce pays a officiellement annoncé sa demande d'adhésion à l'OTAN, provoquant les foudres de Moscou. La potentielle adhésion lituanienne est d'autant plus redoutée qu'elle pourrait faire renaître certaines revendications territoriales baltes relatives à des territoires perdus au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, si l'adhésion des Lituaniens à l'OTAN devenait effective, la thèse d'une non extension de l'Alliance Atlantique aux anciennes Républiques Soviétiques s'écroulerait, entraînant probablement dans un même élan la demande de l'adhésion de l'Ukraine. Mais c'est sans compter sur l'opposition de la Russie à un tel projet. L'élargissement de l'OTAN aux pays de "l'étranger proche" ne paraît peut-être pas encore réalisable; il n'en reste pas moins que la Russie se sent irrémédiablement isolée.

Le sentiment d'être exclu de l'Europe

Les instigateurs de la nouvelle politique russe pouvaient estimer qu'après avoir renversé le communisme et affirmé leur intention de faire de la Russie un Etat de droit à économie de marché, la coopération avec l'Occident serait, avant tout, un avantage conséquent dans leur objectif de transition démocratique. Or, les Européens de l'Ouest ne se sont pas avérés aussi résolus que les PECO à abandonner les structures de sécurité héritées du passé. Les Russes attendaient probablement trop de l'Occident, et sont finalement déçus de son attitude. Une certaine désillusion règne aujourd'hui, puisque l'Occident n'a même pas reconsidéré le rôle de l'OTAN. La Russie, en dépit de sa volonté, n'est pas estimée comme un allié qui a mis fin au communisme. La chute de l'URSS et l'apparition de nouveaux Etats souverains avaient déjà été perçues comme un vrai drame.

Le nouveau contexte géopolitique a remis en cause l'espace stratégique russe: elle n'a plus qu'un accès limité à la mer Baltique et ne peut plus tirer avantage de la situation stratégique de "fenêtre" sur l'Europe qu'offrait l'Ukraine. L'extension de l'OTAN accentue encore ce sentiment de défaite. Elle attise les penchants paranoïaques des Russes en ravivant la crainte historique de l'encerclement par des puissances adverses. Se reconnaître Européen, n'était-ce pas le moyen d'obtenir une aide substantielle des autres "Européens", ceux de l'Ouest, au nom d'une certaine solidarité? Or, loin de les accueillir et de réaliser par là la "maison commune" chère à Mikhaïl Gorbatchev, l'Occident semble avoir adopté une politique d'isolement de la Russie afin de se prémunir de tous ses problèmes internes.

Le récent rapprochement russo-biélorusse en politique étrangère et militaire, qui vise à garantir "la sécurité commune" des deux partenaires, peut être considéré comme une contre-mesure, une réponse immédiate au sentiment d'exclusion des Russes. Mais la "crispation" reste vive: toute nouvelle démarche de l'OTAN provoquerait la réaction de Moscou, à savoir des mesures de représailles d'envergure, ou même une reconsidération de tous les concepts de défense. Cette tension russe, qui peut être jugée excessive, s'explique par le fait que la Russie se sent particulièrement faible sur la scène internationale. Dans ce contexte, il s'agit de ne pas faire de gestes qui pourraient être mal interprétés par ce pays: la politique de coopération Russie-OTAN se révèle des plus appropriée.

L'Acte Fondateur Russie-OTAN

Le sommet américano-russe des 20 et 21 mars 1997 à Helsinki a été la première réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'OTAN accueillant un Président russe. A la suite de ces négociations, le 27 mai 1997, l'Acte Fondateur concernant les relations, la coopération et la sécurité mutuelle entre la Russie et l'OTAN a été signé à Paris. Il consacre la fin de l'époque de la confrontation et affirme que "l'OTAN et la Russie ne se considèrent plus comme des adversaires", qu'elles s'engagent à "construire ensemble une paix durable et exclusive dans la région euro-atlantique" grâce à "un partenariat fort et durable" [3]. L'Acte Fondateur met en place un Conseil conjoint permanent

OTAN-Russie. Il doit se réunir au moins deux fois par an au niveau des Ministres des Affaires Etrangères et de la Défense, et traite toute situation où la paix et la stabilité en Europe seraient en danger. Ce Conseil a pourtant un rôle limité dans la mesure où la Russie n'a aucun droit de veto sur les décisions de l'OTAN. De plus, chaque partie garde le droit d'agir librement en cas de désaccord…

Militairement, la Russie, n'acceptant pas que l'OTAN se rapproche de ses frontières, réclame avant toute chose de nouveaux plafonnements d'armements afin de rendre impossible tout transfert d'infrastructures de l'OTAN sur le territoire des nouveaux membres.

Par Audrey DONADEY

Vignette : Logo de l'OTAN.

[1] Sommet de l'OSCE, Budapest, 5 décembre 1994, discours de Boris Eltsine.
[2] Le Monde, 31 mai 1997.
[3] Le Monde, 28 mai 1997.


Retour en haut de page

date créée
01/11/1999
Champs de Méta
Auteur-article : Audrey DONADEY